

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION  
DU POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU CŒUR ENTRE-DEUX-MERS  
COMITE SYNDICAL du 23 mars 2023**

**DELIBERATION N°07/2023**

**Objet : Approbation du procès-verbal de la séance du 23 février 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-trois mars à dix-huit heures, le Comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Cœur Entre-deux-Mers dûment convoqué, s'est réuni à Targon.

Date de convocation du Comité syndical : 16 mars 2023.

Secrétaire de séance : Maryvonne Lafon

Présents :

TITULAIRES			SUPPLEANTS		
CDC RURALES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
DALLA LONGA	Marie-France	×	BOUDON	Chantal	
FAVORY	Jean		SHERIFFS	Colin	
MAULUN	Frédéric		GUÉRIN	Éric	
TESSIER	Sylvie	×	LAPUYADE	Arlette	
CDC LES COTEAUX BORDELAIS					
AUBIN	Maryse	×	AVINEN	Marc	
JOUCREAU	Michel		BONNIER	Patrick	
COLINET	Christophe		LHOMET	Sylvie	
GUERIN	Christine		CHAMPALOU	Karine	
DESTRUEL	Philippe		LE ROUX	Hélène	
CDC RIVES DE LA LAURENCE					
QUENNEHEN	Vincent		LA MACCHIA	Bruno	
MARTIN	José	×	YANINI	Daniel	
BORIES	Lucile		DA COSTA	Laëtitia	
FAVRE	Emmanuelle		KOUTCHOUK	Harrag	
COTSAS	Pierre		SEVAL	Pierre	
BAGOLLE	Céline	×	AYAYI	Sylvie	
CDC DES PORTES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
MONGET	Alain	×	ROUGIER	Frédéric	
CHAZALLET	Patrice	×	VACHEYROUX	Elizabeth	
ZEFEL	Nathalie		CASTAING	Corinne	
GOEURY	Céline	×			
BARRABES	Xavier	×	DELPONT	André	
CDC DU CREONNAIS					
ZABULON	Alain	×	MONNERIE	François	
PAGÈS	Bernard	×	LAFON	Maryvonne	×
CHIRON-CHARRIER	Marie-Antoinette	×	BARTHET-BARATEIG	Romain	
BOIZARD	Alain		JOYEUX	Jean-Luc	

Nombre de délégués en exercice : 24 titulaires

Quorum : 13

Délégués présents (titulaires et suppléants) : 13

Délégués excusés en cours de séance : 0

Délégués représentés : 2 (pouvoir de Céline Bagolle à José Martin ; de Christophe Colinet à Maryse Aubin,

Délégués représentés en cours de séance : 0

Suppléant ayant pris part au vote : tous les suppléants



PÔLE TERRITORIAL  
CŒUR ENTRE-DEUX-MERS

## Comité Syndical du 23 février 2023 PROCES VERBAL

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-trois février à dix-huit heures, le Comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Cœur Entre-deux-Mers dûment convoqué, s'est réuni à Targon.

Date de convocation du Comité syndical : 14 février 2023.

Secrétaire de séance : Patrice Chazallet

Présents :

TITULAIRES			SUPPLEANTS		
CDC RURALES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
DALLA LONGA	Marie-France		BOUDON	Chantal	
FAVORY	Jean		SHERIFFS	Colin	
MAULUN	Frédéric	×	GUÉRIN	Éric	
TESSIER	Sylvie	×	LAPUYADE	Arlette	
CDC LES COTEAUX BORDELAIS					
AUBIN	Maryse	×	AVINEN	Marc	
JOUCREAU	Michel		BONNIER	Patrick	
COLINET	Christophe	×	LHOMET	Sylvie	
GUERIN	Christine		CHAMPALOU	Karine	×
DESTRUEL	Philippe		LE ROUX	Hélène	
CDC RIVES DE LA LAURENCE					
QUENNEHEN	Vincent	×	LA MACCHIA	Bruno	
MARTIN	José		YANINI	Daniel	
BORIES	Lucile		DA COSTA	Laëtitia	
FAVRE	Emmanuelle		KOUTCHOUK	Harrag	
COTSAS	Pierre		SEVAL	Pierre	
BAGOLLE	Céline	×	AYAYI	Sylvie	
CDC DES PORTES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
MONGET	Alain	×	ROUGIER	Frédéric	
CHAZALLET	Patrice	×	VACHEYROUX	Elizabeth	
ZEFEL	Nathalie		CASTAING	Corinne	
GOEURY	Céline				
BARRABES	Xavier		DELPONT	André	×
CDC DU CREONNAIS					
ZABULON	Alain		MONNERIE	François	×
PAGÈS	Bernard	×	LAFON	Maryvonne	
CHIRON-CHARRIER	Marie-Antoinette	×	BARTHET-BARATEIG	Romain	
BOIZARD	Alain		JOYEUX	Jean-Luc	

Nombre de délégués en exercice : 24 titulaires

Quorum : 13

Délégués présents (titulaires et suppléants) : 13

Délégués excusés en cours de séance : 0

Délégués représentés : 3 (pouvoir de Emmanuelle Favre à Céline Bagolle ; de Alain Boizard à Bernard Pagès, Michel Joucreau à Maryse Aubin)

Délégués représentés en cours de séance : 0

Suppléant ayant pris part au vote : tous les suppléants



**Procès-verbal du comité syndical du 15 décembre 2022**  
**Délib.01 2023**

Le procès-verbal du précédent comité syndical est soumis à approbation. Les délégués peuvent intervenir afin d'apporter des rectifications éventuelles. L'approbation ne donne pas lieu à engagement de discussion.

Après en avoir délibéré, le Comité syndical vote et approuve à l'unanimité des suffrages exprimés (0 abstention) le procès-verbal de la séance du 15 décembre 2022 qui a été communiqué au préalable à l'ensemble des délégués du Comité syndical.

**Débat d'orientations budgétaires 2023 : budget principal**  
**Délib.02 2023**  
**Débat d'orientations budgétaires 2023 : budget annexe EDS**  
**Délib. 01 2023 EDS**

Le rapport d'orientations budgétaires transmis avec la convocation est présenté en séance.

Les remarques sont les suivantes :

**Lionel Faye** : Pour la Cdc des Portes de l'Entre-deux-Mers, la trajectoire budgétaire présentée nous convient. Pour beaucoup de structures publiques, les fonds propres sont consommés. Il faudra peut-être augmenter plus régulièrement les cotisations et voir à élargir l'assise du financement pour ne pas être en difficulté. Le Pôle est devenu un partenaire indispensable. Toutefois, il faut faire attention aux doublons d'offre en matière d'ingénierie.

**Alain Monget** : comme convenu avec les Présidents des communautés de communes, nous ferons le point des actions menées et de l'apport de l'ingénierie du PETR sur les dossiers, Cdc par Cdc.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- la validation de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB pour le budget principal ;
- la validation de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB pour le budget annexe EDS.

**Convention de mise à disposition avec la Communauté de communes du Grand Cubzaguais**  
**Délib. 02 2023 EDS**

La Communauté de communes du Grand Cubzaguais a sollicité l'Espace Droit des Sols du Pôle Territorial afin d'effectuer une mission d'expertise technique et organisationnelle auprès de son service d'instruction des actes d'urbanisme.

Cette mission sera effectuée par la responsable du service EDS et s'inscrit dans une volonté de diversification de l'offre de service.

Cette mission se traduit par la mise en place d'une convention de mise à disposition entre le PETR et la Communauté de communes. Le projet de convention est en pièce jointe. Il présente le temps dédié, le coût facturé, l'organisation de la mission.

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique (CGFP) et notamment les articles L. 512-6 à L. 512-17 ;

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 9bis A ;

Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu le projet de convention de mise à disposition avec la Communauté de communes du Grand Cubzaguais dont la teneur figure en annexe à la présente délibération ;

Vu l'accord de la fonctionnaire concernée ;

Les remarques sont les suivantes :

**Lionel Faye** : c'est un bel exemple qui montre la compétence de ce service.



Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à signer la convention avec la Communauté de communes du Grand Cubzaguais en vue de la mise à disposition de Mme Bénédicte Dospital, ainsi que tout autre document nécessaire.

**Création d'un emploi non permanent : contrat de projet ADEME– chargé de mission transition écologique**  
**Délib. 03 2023**

Vu les articles L. 313-1 et L. 332-24 du Code Général de la Fonction Publique ;

Suite à la signature du Contrat d'Objectifs Territorial 2023-2026 avec l'ADEME et les 5 communautés de communes et afin d'animer sa mise en œuvre (audits, actions mutualisées...), il est nécessaire d'ouvrir un poste de chargé de mission transition écologique sur la durée de ce contrat.

Ce contrat répondant à un besoin temporaire, la mise en place d'un contrat de projet est nécessaire.

A noter, le poste est financé à 100% par l'ADEME.

Ce contrat d'une durée de 4 ans se déroule en 2 phases.

**Phase 1 : à partir de mars 2023 : 1 an**

La première phase de ce Contrat d'Objectifs Territorial, basée sur l'audit de la stratégie PCAET des Cdc, de leurs projets et leurs actions, n'engagera aucune participation financière des Cdc.

A l'issue de la phase 1, le Pôle et les Cdc resteront libres de s'engager, ou non, dans la phase 2 du dispositif consacré au volet opérationnel. **La poursuite du projet, et donc du contrat du chargé de mission transition écologique dépendra de la volonté ou non du Pôle et des Cdc de s'engager dans la phase 2.**

**Phase 2 - optionnelle : le comité syndical du PETR délibérera pour valider l'engagement de la phase 2 : 3 ans**

La seconde phase est consacrée à la mise en œuvre du programme d'actions.

Considérant que pour la réalisation du projet précédemment exposé, il y a lieu de créer un emploi non permanent de chargé de mission transition écologique, relevant de la catégorie A au grade d'attaché à temps *complet* pour une durée hebdomadaire d'emploi de 35 heures dans les conditions prévues aux articles L. 332-24 à L. 332-26 du Code Général de la Fonction Publique

Ce point n'appelle pas de remarque

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- la création au tableau des effectifs d'un emploi non permanent d'attaché, pour mener à bien ce projet, à temps complet, pour une durée hebdomadaire d'emploi de 35 heures ;
- l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet au budget ;
- les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 27 février 2023.

**Demande de subvention au Département – Ingénierie Observatoire du foncier agricole**  
**Délib. 04 2023**

Le Conseil départemental soutient la mise en œuvre des actions portées par les Projets Alimentaires Territoriaux labellisés (PAT). Les actions doivent être en lien avec les stratégies de résilience alimentaire.

Dans ce cadre, il souhaite établir un contrat cadre pluriannuel.

Le Pôle Territorial, engagé aux côtés du Département sur cette thématique depuis l'élaboration de son PAT, sollicite le soutien à l'ingénierie proposée par le Département en matière d'animation foncière.

Une demande de soutien à l'ingénierie pour l'animation même du PAT sera envisagée à partir de 2024.

Considérant les dépenses de l'opération :

	<b>TTC 2023</b>	<b>TTC 2024</b>	<b>TTC 2025</b>
Frais salariaux - Chargée de mission observatoire du foncier agricole	36 727,44 €	37 000,00 €	38 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>36 727,44 €</b>	<b>37 000,00 €</b>	<b>38 000,00 €</b>

Considérant le plan de financement prévisionnel de l'opération :

	<b>TTC 2023</b>	<b>TTC 2024</b>	<b>TTC 2025</b>
Région Nouvelle-Aquitaine	7 345,49 €	7 400,00 €	7 600,00 €
Département Gironde	9 181,86 €	9 250,00 €	9 500,00 €
Autofinancement	20 200,09 €	20 350,00 €	20 900,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>36 727,44 €</b>	<b>37 000,00 €</b>	<b>38 000,00 €</b>

Ce point n'appelle pas de remarque.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à déposer une demande de subvention pour l'opération citée ci-dessus ;
- de valider le plan de financement de l'opération citée ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à signer les documents relatifs à cette opération.

#### **Demande de subvention à l'Etat – Ingénierie CRTE fonds vert 2023** **Délib. 05 2023**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat de Relance et de Transition Ecologique sur le territoire du Cœur Entre-deux-Mers, le Pôle exerce pour ses 5 Cdc les fonctions

- d'élaboration de la stratégie du contrat, de la stratégie de territoire,
- de prise en compte des autres contrats financiers et conventions de coopérations pilotées par le Pôle,
- de pilotage et de coordination du contrat – les communautés de communes sont en charge de la remontée des projets,
- de rencontre des communes pour les orienter sur les fonds mobilisables.

Afin d'exercer ces fonctions, une ingénierie locale de planification est nécessaire.

Le Pôle Territorial souhaite solliciter la mesure « ingénierie d'animation et de planification » établie dans la Circulaire du 14 décembre 2022 relative au déploiement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert).

Considérant les dépenses de l'opération :

	<b>TTC 2023</b>
Frais salariaux - Chef de projet territorial	34 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>34 000,00 €</b>

Considérant le plan de financement prévisionnel de l'opération :

	<b>TTC 2023</b>
Région Nouvelle-Aquitaine	10 000,00
Etat - Ingénierie CRTE fonds vert	17 200,00
Autofinancement	6 800,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>34 000,00 €</b>



Ce point n'appelle pas de remarque

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- d'autoriser le Président à déposer une demande de subvention pour l'opération citée ci-dessus ;
- de valider le plan de financement de l'opération citée ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à signer les documents relatifs à cette opération.

## **Convention de coopération avec Bordeaux Métropole**

**Délib. 06 2023**

Vu l'article L5217-2 du Code général des collectivités locales ;

Vu la loi RCT (Réformes des collectivités locales) n°2010-1563 du 16 décembre 2010 ;

Vu la loi MAPTAM (Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles) ;

La Métropole souhaite renforcer son rapprochement avec ses territoires voisins, afin de construire un engagement commun qui permette de répondre aux enjeux multiples auxquels nos territoires doivent faire face ces prochains mois et prochaines années.

Cette nouvelle dynamique de coopération se matérialise par un contrat pluriannuel 2023-2026 de coopération.

Elle a été initiée dès octobre 2021 et se structure progressivement depuis 2022 par la tenue de temps de travail techniques, de réunions des Présidents et Vice-présidents référents des 5 communautés de communes et du Pôle Territorial.

Les grandes thématiques de travail identifiées sont aujourd'hui soumises à approbation. Elles seront par la suite complétées par la mise en œuvre d'un plan d'actions de coopération (déjà identifiées ou à venir).

Les quatre thématiques de travail identifiées sont les suivantes :

### **Mobilités et accessibilités des populations**

- Développer et interconnecter les réseaux de transports en communs
- Renforcer la coordination et la communication entre les deux territoires
- Développer les continuités cyclables

### **Développement économique et touristique, durable et solidaire**

- Mise en cohérence des documents d'urbanisme dans le cadre des SCOT
- Promouvoir l'implantation d'entreprises sur le territoire du Cœur Entre-deux-Mers notamment avec l'appui de l'ingénierie de Bordeaux Métropole
- Engager une coopération entre le territoire du Cœur Entre-deux-Mers et l'OIM Arc Rive Droite
- Promotion des espaces de travail partagés du Cœur Entre-deux-Mers
- Promotion du commerce et de l'artisanat du Cœur Entre-deux-Mers et notamment de la plateforme « Ma Ville Mon Shopping » auprès des habitants de la Métropole
- Renforcer la coopération touristique

### **Transition agricole et alimentaire**

- Diversification des activités agricoles et installation de porteurs de projets
- Partage d'outils et de méthodologies sur la prospective foncière
- Engager une collaboration active sur le renforcement de l'offre du Marché d'Intérêt National de Bordeaux en production locale
- Partager des outils et événements de sensibilisation à l'alimentation durable

### **Transition écologique, gestion et valorisation des ressources locales**

- Objectif neutralité carbone 2050
- Système d'endiguement - gestion des risques d'inondation
- Conforter le dialogue sur le projet du champ captant des Landes du Médoc en lien avec les partenaires concernés
- Stratégie déchets 2027
- Associer les Communautés de communes de l'Entre-deux-Mers aux mesures de mise en place de la zone de faibles émissions mobilité – ZFE-m

Le suivi de cette coopération sera effectué par un Comité de Pilotage annuel (élus) et l'animation d'un comité technique au minimum deux fois par an.

Les remarques sont les suivantes :

**Lionel Faye** : la ZFE est un enjeu fort car la Métropole va aider à l'achat de véhicules, mais nos territoires n'auront pas forcément les moyens de le faire. C'est un sujet de territoire.

**Alain Monget** : il s'agit ici de valider des enjeux, les actions seront par la suite à travailler. Il faut que nous montrions dans un premier temps notre volonté notre intérêt à travailler avec Bordeaux Métropole.

**André Delpont** : il faut être précis au niveau méthode de travail car la Métropole a beaucoup d'ingénierie.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- d'approuver le projet de contrat de nouveaux équilibres de coopération territoriale entre Bordeaux Métropole et le territoire du Cœur Entre-deux-Mers - le PETR du Cœur Entre-deux-Mers et ses 5 communautés de communes ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ce contrat.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h50.

Vu le code général des Collectivités Territoriales

Le procès-verbal de la séance précédente est soumis à approbation du Comité syndical.

Les délégués peuvent intervenir afin d'apporter des rectifications éventuelles. L'approbation ne donne pas lieu à engagement de discussion.

Après en avoir délibéré, le Comité syndical vote et approuve à l'unanimité des suffrages exprimés (0 abstention) le procès-verbal de la séance du 23 février 2023 qui a été communiqué au préalable à l'ensemble des délégués du Comité syndical.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication,
- le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Fait et délibéré le 23 mars 2023**

**Le Président,**

  
**Alain MONGET**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-200049682-20230323-07-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2023

Affichage : 04/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

